

UNION EUROPÉENNE

LE RÉFÉRENDUM DU 29 MAI

M. Chirac et M. Schröder : « Nous allons construire une Europe puissante »

Le chancelier allemand, accompagné de son gouvernement, est venu à l'Élysée, mardi 26 avril, pour le 5^e conseil des ministres franco-allemand. Une occasion de militer pour la Constitution et d'affirmer que « si l'Europe ne s'organise pas maintenant, le monde ne l'attendra pas »

APRÈS SON ÉMISSION manquée du 14 avril avec les jeunes, sur TF1, Jacques Chirac a pris soin de donner le plus d'éclat possible à sa rencontre avec le chancelier allemand, Gerhard Schröder, venu avec la quasi-totalité de son gouvernement, mardi 26 avril à Paris, au secours du référendum français sur la Constitution européenne.

Le cinquième conseil des ministres franco-allemand, qui se tenait dans la matinée au palais de l'Élysée, tombe à pic, dans cette campagne difficile, pour proclamer haut et fort les vertus du moteur franco-allemand au service de l'Europe.

A l'issue de la réunion des deux gouvernements, consacrée au lancement d'un ambitieux programme de relance industrielle et à la promotion de la mobilité entre les deux pays, le président et le chancelier devaient prendre la parole, l'après-midi, à la Sorbonne, pour célébrer le 50^e anniversaire de la Chambre franco-allemande de commerce et d'industrie.

M. Chirac mise, pour faire comprendre l'enjeu européen, sur l'affirmation de l'ambition, commune aux deux pays, de travailler au sauvetage d'une base industrielle essentielle à la création d'emplois, mais menacée par la compétition avec l'Asie et l'Amérique. Cela explique l'ampleur donnée, lors du conseil



des ministres, au lancement de projets concrets en matière d'industrie et d'innovation technologique, présentés lundi 25 avril par Jean-Louis Beffa, le PDG de Saint-Gobain. Les deux pays connaissent tout deux en ce début d'année un fort taux de

chômage, qui reste, encore et toujours, leur principale préoccupation. Mais la réponse, pour M. Chirac comme pour le chancelier Schröder, n'est pas dans le repli sur soi. D'où l'importance d'une Constitution que l'Allemagne doit

ratifier en mai juste avant la France. D'où aussi l'incompréhension que l'on ressent aujourd'hui à Berlin devant la montée du non en France.

Comment lutter et surtout comment être cru ? Avec la « bataille des emplois de demain » se joue une nouvelle coopération industrielle, garante de la suprématie technologique, affirme le président français. En juillet, sera ainsi créé, comme il l'avait annoncé en début d'année, l'Agence pour l'innovation technologique. Dans cette voie, affirme M. Chirac, la France sera plus forte avec l'Allemagne et ceux qui voudront les rejoindre. « En Europe, l'unité et la confiance, source de la puissance, sont en train de l'emporter. L'espérance européenne est à l'œuvre », dit-il.

« MODÈLE INÉDIT »

L'Europe politique a un socle, rappelle M. Chirac, « cette paix que le traité constitutionnel vient consolider » et qui a permis de bâtir un « modèle inédit » : l'Europe. Avec la Constitution, défend le président, « pour la première fois, vingt-cinq peuples s'unissent pour relever le défi d'une démocratie européenne qui respecte l'identité de chacun ». Thème sensible que celui de l'identité, qui provoque, à droite comme à gauche, de nouvelles crispations, nourries par les difficultés économi-

ques et sociales : M. Chirac veut tenter de répondre aux deux. « Nous avons besoin de cette Constitution parce que nous voulons construire l'Europe sur des valeurs et plus seulement sur un marché », plaide le président.

Il se fait aussi l'avocat d'une idée qui lui est familière : pas de progrès social sans progrès économique -

Selon lui, le projet que promet la Constitution est une Europe « qui fera résolument le choix d'une harmonisation sociale par le haut, c'est-à-dire le refus du dumping social et la volonté d'assurer à tous le plus haut niveau de protection sociale ». « Si l'Europe ne s'organise pas maintenant, le monde ne l'attendra pas. Si l'Europe renonce à son ambi-

Chute du non dans l'électorat de droite

Le non reste majoritaire dans les intentions de vote des Français (52 %), mais il marque un léger recul de 3 points, selon un sondage Ipsos pour *Le Figaro* et Europe 1 publié le 25 avril. L'enquête a été menée les 22 et 23 avril par téléphone auprès de 954 personnes (méthode des quotas). Le précédent sondage Ipsos (15-16 avril) situait le non à 55 %. Le 21 avril, une enquête CSA avait déjà donné le non en recul (à 52 %). Selon Ipsos, le non reste majoritaire chez les sympathisants de la gauche parlementaire (60 %, - 3 points), notamment du PS (55 %, - 1 point), mais un électeur de gauche sur deux n'est pas sûr de son choix. Le recul du non est surtout sensible dans l'électorat UMP-UDF : - 11 points, à 21 %, le oui se redressant d'autant, à 79 %.

maîtrisé sur le plan environnemental et accompagné de « services publics forts et accessibles à tous » ; ce que le traité, souligne M. Chirac, appelle « l'économie sociale de marché ». « Nous nous sommes battus pour cela. Je n'aurais pas signé ce texte s'il n'avait pas inscrit cette exigence au cœur des objectifs qu'il consacre », assure le président, ajoutant que M. Schröder « ne l'aurait pas signé non plus ».

tion politique et sociale, le modèle ultra-libéral aura le champ libre », avertit le président.

Valeurs, destin commun, défense du modèle économique et social : avec la Constitution, « nous allons construire une Europe puissante », conclut M. Chirac, en espérant, cette fois, faire bouger le front du non.

Henri de Bresson
et Béatrice Gurrey